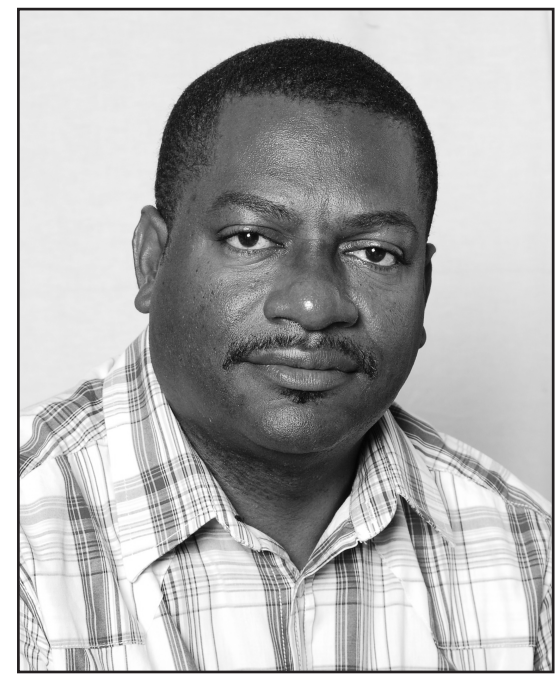
Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe. Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe. Pour la reconstruction de la IVème Internationale.

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

— PARAIT TOUTES LES 2 SEMAINES — SAMEDI 12 SEPTEMBRE 2015 1139 1 €

Il y aura une liste Combat Ouvrier,en Martinique à l'élection à la CTM,et en Guadeloupe à l'élection régionale!

Ghislaine Joachim-Arnaud



Jean-Marie Nomertin

Combat Ouvrier présentera une liste en Martinique aux élections à la CTM (Collectivité Territoriale de Martinique). La CTM est la nouvelle collectivité qui remplacera le Conseil Général et le Conseil Régional dans cette île. Ces élections auront lieu les 6 et 13 décembre prochains. En Martinique notre liste sera conduite par notre camarade Ghislaine Joachim-Arnaud.

En Guadeloupe Combat Ouvrier présentera une liste à l'élection régionale qui aura lieu aux mêmes dates. Elle sera conduite par notre camarade Jean-Marie Nomertin.

Nos deux listes seront les seules qui ne se placent pas dans le cadre du système actuel, celui dominé par la bourgeoisie contre les travailleurs et la grande majorité de la population : les jeunes, les femmes, et tous les petits, tous les opprimés. Toutes les autres listes trompent les travailleurs et la population en leur faisant croire qu'il y a un avenir meilleur pour eux dans le cadre du système actuel. Les listes indépendantistes ne se battent pas pour la fin de l'exploitation capitaliste. Elles se battent juste pour avoir un pouvoir local indépendant de Paris. Autrement dit pour que les notables locaux dirigent les affaires. Mais ils ne déclarent aucune lutte conséquente contre les possédants et les riches locaux.

Ceux là seront représentés par «le gran sanblé» de Marie-Jeanne en Martinique qui regroupe ceux qui se nomment «patriotes martiniquais» Parti communiste compris. En Guadeloupe ils sont représentés par l'UPLG et le Parti Communiste Guadeloupéen avec chacun sa liste.

D'autres listes liées au Parti socialiste français et proches du gouvernement Hollande seront représentées par le regroupement autour de Letchimy en Martinique, de Lurel en Guadeloupe. Ceux-là font la politique du gouvernement. C'est à dire celle de gens qui disent ouvertement à la face des travailleurs qu'il faut enrichir les riches, libérer le patronat de toute entrave à l'exploitation, lui permettre de licencier quand il le veut, lui permettre d'être exonéré toujours plus de charges sociales et fiscales, casser le Code du Travail, augmenter l'âge pour partir à la retraite à taux plein à 65 voire 67 ans, casser les 35 heures légalement etc.

En Guadeloupe, la liste annoncée de Chalus, elle, rassemblera aussi bien des candidats de droite comme Chevry ou Penchard que ceux de gauche proches de Gillot ou Gillot lui même, proches du PS ! Une brochette de gens qui se réclament des gouvernements qui tour à tour ont fait et font reculer les droits des travailleurs à la demande du patronat.

Nous vivons une période où plus personne ne se cache pour mentir grossièrement en disant haut et fort qu'il faut faire des cadeaux au grand patronat et que c'est cela qui améliorera le sort des travailleurs. Avant, la gauche se cachait pour dire cela. Maintenant elle ne se donne même plus cette peine.

Alors, les travailleurs, les exploités qui veulent que leur sort change n'ont aucune confiance à faire à ces politiciens qui tous s'entendent de la droite à la gauche pour monter à deux pieds sur le dos des classes populaires pour hisser toujours plus haut les classes riches et possédantes. «Lè yon ka di koupé, lôt-la ka di haché». Nos listes seront présentes pour dire, entre autre, tout cela et que les travailleurs, les exploités, ne doivent compter que sur leurs propres luttes.

La Dominique : victime d'Erika mais surtout de la pauvreté

La tempête Ericka qui a ravagé l'île de la Dominique le jeudi 27 août dernier a laissé derrière elle trente et un morts et de nombreux disparus. Tout le monde a pu voir avec frayeur à la télévision les torrents d'eau et de boue qui entraînaient tout sur leur passage. Et c'est encore la population pauvre qui a subi le plus les conséquences de cette catastrophe, comme ceux de Petite Savane, coupés du monde pendant des dizaines d'heures, sans qu'il soit possible d'y acheminer les premiers secours.

Une catastrophe naturelle, c'est une chose, mais le sous développement et l'impossibilité pour la population d'avoir accès à certaines technologies en est une autre. C'est Pascal Saffache, maître de conférence à l'Université des Antilles et spécialiste des études caribéennes qui l'a souligné sur les ondes : «*Les infrastructures en Dominique ne correspondent pas aux normes en vigueur, donc la population est victime du sous-développement.*»

Après une semaine, toute la presse, les médias, continuent de parler de la solidarité de la population de Guadeloupe, Martinique et d'autres îles de la Caraïbe qui se manifeste depuis plusieurs jours, pour venir en aide de façon spontanée à leurs «frères d'à côté». La population des îles de la Caraïbe s'est organisée en associations, collectifs ou en groupe de solidarité pour apporter avec les moyens du bord son soutien aux Dominiquais. En Martinique par exemple, des pêcheurs de la côte caraïbe ont pris le risque de charger à ras bord leurs canots avec des packs d'eau potable ou de nourriture en conserve pour traverser le canal de la Dominique. Quelques propriétaires de catamaran de Martinique et de Guadeloupe ont eux aussi mis à la disposition des organisateurs leurs bateaux pour acheminer des tonnes de nourriture.

Il faut ajouter que beaucoup de Martiniquais ou de Guadeloupéens ont des liens de parenté avec des Dominiquais, vivent ou se déplacent d'une île à l'autre, soit pour faire du commerce, soit pour subvenir à leurs besoins.

Face à cette solidarité, l'État lui-même, par sa ministre de l'Outremer, a du se montrer un peu plus entreprenant. Et après avoir mis à la disposition des autorités dominiquaises un hélicoptère de la sécurité civile pour évaluer l'ampleur des dégâts sur l'île, les autorités ont passé le relais aux conseils régionaux et généraux, ou aux mairies pour l'organisation d'actions de solidarité tels des prêts de matériels lourds en urgence et plus tard l'organisation de collectes pour venir en aide à la population dominiquaise, et c'était la moindre des choses.

Cependant, il y a une chose que la presse et les autorités évitent de dire, c'est que la Dominique est une île pauvre, qui a été dominée et appauvrie durant toute une période de colonisation par l'impérialisme français puis anglais. Comme pour les autres îles de la Caraïbe, la bourgeoisie anglaise s'est enrichie durant des siècles sur les dos de la population, puis elle s'en est débarrassée en négociant au rabais l'indépendance de l'île, sans apporter les moyens financiers et les infrastructures nécessaires à un développement correct de l'île. Par contre, elle s'est arrangée pour mettre à la tête du gouvernement de Dominique une poignée de notables, une bourgeoisie autochtone qui s'appuie, à son tour, sur le dos de la population pauvre pour profiter du peu de privilèges laissés par les capitalistes anglais. La population pauvre perçoit tout juste le minimum vital. Les infrastructures sont très limitées. Les hôtels pour touristes profitent surtout aux riches.

Le cyclone est un révélateur : qu'il ait pu faire au 21ème siècle autant de morts, autant de dégâts sur cette île, montre bien la grande misère qui y règne. Le masque des prospectus touristiques sur «l'île aux 365 rivières» est tombé rapidement.

Martinique

L'Appel de Marie-Jeanne pour la CTM… Du vent !

A la mi-août, A. Marie-Jeanne, leader du MIM (*Mouvement Indépendantiste Martiniquais) et tête de liste de la coalition MIM, RDM(Rassemblement Démocratique Martiniquais*, CNCP (*Conseil National des Comités Populaires*), Palima (P*arti pour la Libération de la Martinique*), Martinique Écologie, PCM (*Parti Communiste Martiniquais),* qui forment le «Gran Sanblé» (*le Grand Rassemblement*), a adressé très officiellement son appel à la population pour les élections de décembre à la CTM *(Collectivité territoriale de la Martinique)*.

Il s'agit pour lui d'endosser définitivement le costume de grand leader de cette union qui se présente comme une «alternative» à l'équipe de Letchimy et de ses alliés.

L'Appel est présenté par les organisations du Gran Sanblé comme une initiative importante de la rentrée, reçue avec intérêt par la population. Cela ne serait pas étonnant tant sont nombreux ceux qui se disent écœurés des comportements de «petits seigneurs» de l'équipe Letchimy-Conconne et surtout par les maigres résultats de leur action sur la situation de la population laborieuse.

Mais, à bien lire l'Appel, on n'y trouve rien concernant les dizaines de milliers de travailleurs dont les salaires restent quasi-bloqués depuis des années et qui font face à des hausses de prix répétées (assurances, fournitures scolaires, soins de santé, etc.). Rien non plus concernant la situation d'urgence dans laquelle se trouvent des dizaines de milliers de sans emploi ou vivant de petits jobs souvent obscurs.

Marie Jeanne ne s'adresse pas aux chômeurs, jeunes ou moins jeunes, qui restent, des années durant, à la merci des décisions d'un gouvernement plus enclin à mener la chasse aux prétendus fraudeurs de la CAF ou de la Sécu qu'à créer des emplois vraiment nécessaires dans les secteurs utiles, logement, crèches, hôpitaux, etc.

Par contre, il propose des recettes favorables au patronat, tels les «partenariats public-privé» ou la «recapitalisation des entreprises martiniquaises», par la Banque Publique d'Investissement, créée par Hollande.

A part cela, figure dans cet Appel un catalogue d'actions de développement que pourrait réaliser l'équipe si elle parvenait aux affaires : désenclavement de la Région Nord, prolongation du Transport en commun en site propre jusqu'à Schœlcher. (En gros ce sont les mêmes d'ailleurs que celles envisagées par le groupe Ensemble pour une Martinique Nouvelle, PPM et alliés). S'agit-il d'un nouveau catalogue d'illusions ou d'«espwa a mal papay» - les papayers mâles ne portant pas de fruit- ? En tout cas, cela y ressemble, tant les velléités d'actions de la nouvelle collectivité territoriale dépendront de financements publics (État, Europe) déjà plutôt en baisse depuis plusieurs années.

L'énumération litanique des «défis à relever», défi démographique, défi économique, défi écologique, peut satisfaire les alliés de Marie-Jeanne, ceux de Martinique-Écologie de Louis Boutrin, ou du PCM de messieurs Branchi et Érichot. Elle ne change en rien la capacité effective (sans parler de la volonté) de toute l'équipe à relever ces défis. L'auteur ne se contente-t-il pas de citer «*le surendettement à dérapages incontrôlés*» comme cause de «*l'asphyxie par strangulation de l'économie et de souffrances pour le peuple»*, en oubliant le fonctionnement injuste et irrationnel d'un système entièrement aux mains des grosses sociétés capitalistes à la recherche du profit maximum ?

Marie-Jeanne termine son vibrant Appel en demandant à la population martiniquaise de lui faire confiance. Mais ce ne sont pas ses grands mots de «*rectitude*», d'«*Espoir*» dans un «*projet alternatif et une nouvelle équipe pour éviter le pire»,* ni le mot d'ordre de *«Gran sanblé pour faire réussir la Martinique»* qui permettront d'améliorer la condition des travailleurs.

Les travailleurs, les jeunes, les retraités, savent qu'ils ne pourront obtenir une réelle amélioration de leur situation que par leurs luttes. Ils ont intérêt à se préparer à des luttes les plus massives et déterminées possible. C'est le seul moyen pour s'opposer à la politique anti-ouvrière menée au profit des possédants par les gouvernants et leurs suppôts locaux. Le reste n'est que tromperie !

Lors des prochaines élections à la Collectivité Territoriale de Martinique, les travailleurs auront la possibilité d'exprimer cette conviction en votant pour la liste de Combat Ouvrier, menée par Ghislaine Joachim-Arnaud.

Martinique

La situation des hôpitaux ne cesse de se dégrader

Depuis des années, tous les hôpitaux de Martinique, l'EPDSM Maurice Despinoy (ex Colson), CHUM (*Centre hospitalier universitaire de la Martinique*), Mangot Vulcin, (Trinité) sont victimes de dysfonctionnements et plus encore durant la période des vacances. Cette politique de restriction de soins pour la population est une politique menée délibérément par des gouvernements successifs au profit des capitalistes.

Parmi ces structures, c'est le CHUM qui subit le plus ces conséquences de plein fouet. Cette structure compte un effectif de près de 5000 salariés. Mais ils ne sont pas assez nombreux pour répondre correctement aux besoins des malades qui s'entassent durant plusieurs heures dans les services des urgences par exemple. Tous les services sont en sous-effectif, les arrêts-maladie ne sont pas remplacés, donc il y a une surcharge de travail et aggravation des conditions de travail pour le personnel hospitalier. C'est encore le cas ces derniers jours pour les kinésithérapeutes du CHUM.

Les directions de l'hôpital public en Martinique quant à elles, appliquent à la lettre les directives et les objectifs fixés par le gouvernement qui sont de réduire les fonds destinés à l'hôpital public, développer le secteur privé, ce qui se traduit par le manque constant de matériel ou la persistance de la précarisation pour une bonne partie des salariés.

Face à cette situation, les différentes organisations syndicales ne restent pas les bras croisés. Elles protestent et manifestent à juste raison leur mécontentement contre la politique de restriction de leur direction et du gouvernement. Après des grèves à l'hôpital de Mangot Vulcin, des mouvements à l'hôpital de Trinité, il y a eu la grève à l'EPDSM Maurice Despinoy (ex Colson) en juillet dernier. A chaque fois, malgré les mobilisations des agents, les organisations syndicales doivent effectuer de longues et pénibles séances de négociation avec les directions, parfois pour arracher un ou deux agents supplémentaires pour quelques semaines ou quelques mois…

La plupart des agents sont conscients du problème et dénoncent les conséquences de la politique du gouvernement et celle des directions. Pour l'instant ils n'en sont pas à se mettre en mouvement tous ensemble et massivement.

Ainsi dans un tract daté du 27 juillet et diffusé à la population notamment lors de la course des yoles, la CGTM-Santé écrit :

«Au regard de la situation actuelle, les quatre derniers mois de l'année 2015 s'annoncent catastrophiques. Pour s'en sortir l'Administration nous ressort le refrain des organisations à améliorer (on peut admettre qu'il y a des efforts à faire et des activités à mieux penser, dans le sens des intérêts de la population). Mais tout cela est loin de régler le problème de fond, celui du règlement des dettes importantes de l'établissement.

C'est toujours la même rengaine, il n'y a pas d'argent ! Que ce soit pour améliorer la sécurité, la qualité des soins ou nos conditions de travail.

Les États Français et Belge ont octroyé en une nuit à la Banque Dexia, 6 milliards pour la sauver de la faillite. Et depuis quatre ans, l'État Français préfère saupoudrer le budget du CHUM, plutôt que d'effacer ses dettes et lui permettre de fonctionner dans un climat serein pour le personnel et les fournisseurs.

Aujourd'hui loin d'effacer les dettes, il décide de renforcer l'étranglement du CHUM : en demandant de concentrer les activités, de diminuer les emplois, de réduire l'offre de soins, de baisser de 25% les aides apportées aux établissements en difficulté…»

Avec une telle politique du gouvernement appliquée par des directions qui sont la plupart du temps leurs fidèles exécutants, il y a bien des chances que le ras le bol voire la colère explose parmi les agents. Et là, pour «*faire reculer ce gouvernement*», et les exécutants de sa politique, la meilleure façon serait que les agents hospitaliers se mettent tous ensemble à construire un rapport de force qui leur soit favorable, et ce, quelle que soit leur appartenance syndicale ou même s'ils ne sont pas syndiqués.

Guadeloupe

Une candidature du PCG aux prochaines élections régionales

De gauche à droite : Arthein, Flémin, Kancel, Mona Cadoce

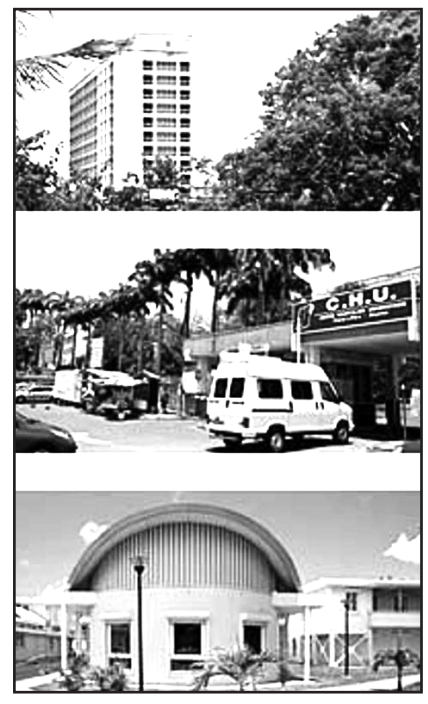
Le Parti Communiste Guadeloupéen a eu à choisir par «un vote des militants», dit-il, sa tête de liste pour les élections régionales de décembre. Ce sera Mona Cadoce. Cette dirigeante du PCG, autrefois vice-présidente du Conseil Régional, ne manque pas d'expérience. Elle fut choisie entre le secrétaire général Flémin, le tout nouveau maire de Port louis, Arthein, et le conseiller général Kancel, ces deux derniers étant d'éminents membres du parti.

Le PCG revient donc dans l'arène politique en tant que tel. On aurait pu penser à une candidature du front «patriotique» qu'il avait lancé avec l'UPLG et le CIPPA, mais il semble que ce front comme tous les autres «fronts» depuis un demi-siècle a fait long feu.

Si cette candidature est l'occasion pour le PCG de retrouver le chemin de la lutte de classe aux côtés des travailleurs, elle n'aura pas été inutile. Dans le cas contraire...

Guadeloupe

Le CHU de Pointe-à-Pitre-Abymes : un enfer ?



Au CHU de Pointe-à-Pitre-Abymes, les difficultés de toute sorte pèsent de plus en plus gravement sur le moral des employés. La construction du nouvel hôpital se fait toujours attendre et ce depuis des années.

Mais en plus des difficultés quotidiennes, deux événements graves sont venus s'ajouter à la longue liste des problèmes auxquels sont confrontés les employés : La mort d'un patient aux urgences, et le suicide d'un interne plusieurs jours après. Il n'y a pas forcément de lien direct entre les deux événements.

La sœur du patient mort aux urgences a fait sentir sa colère sur les ondes. Elle a porté plainte pour négligence.

L'interne s'est suicidé probablement aussi en raison des conditions de travail, même si ces conditions ne sont pas la seule cause de son geste fatal.

L'un de ses confères, interne aussi, a écrit une lettre pour expliquer dans quelles conditions ils travaillent et vivent, 24h parfois 48h d'affilée. Il dénonce notamment le fait que ces internes métropolitains sont logés de manière dispersée. Ils ne sont pas regroupés dans des logements situés sur l'hôpital même comme cela est généralement le cas dans les hôpitaux. Ils n'ont donc pas la possibilité de discuter ou de se détendre ensemble en dehors des heures de travail. Les logements réservés aux internes sur le site du CHU sont, dit-il, insalubres et infestés de rats. Entre eux les internes surnomment l'hôpital «L'enfer». Et bien des travailleurs estiment que ce surnom est justifié.

Bref, tout cela n'est donc vraiment pas de nature à rehausser le moral de ceux qui travaillent au CHU. Des militants syndicaux tentent de réagir pour instaurer un dialogue entre les travailleurs, même entre eux et les internes. Oui, des solutions existent : lutter ensemble contre une administration, un ministère, un gouvernement qui, à force de réduire les crédits de la Santé, font des établissements hospitaliers des lieux non plus de guérison mais où l'on devient plus malade, où les personnels chargés de soigner et de guérir rejoignent les malades. A force de gérer la santé publique de manière comptable, on aboutit à des situations dramatiques.

La santé n'a pas de prix ! Le combat de tous doit être celui qui consistera à imposer cette doctrine aux yeux des gouvernants !

Guadeloupe

France-Antilles : La menace de 49 licenciements se précise !

La direction a toujours en tête son plan de suppression de 49 postes et l'a présenté fin juillet aux représentants du personnel qui devaient l'étudier durant les vacances et faire des contre propositions. Le jeudi 3 septembre 2015, le personnel s'est mobilisé car ce jour-là il y avait une rencontre avec la direction.

Le mouvement a été largement suivi car le personnel est inquiet et entend se battre contre ce projet. Les travailleurs refusant le moindre licenciement, la direction dit étudier un nouveau plan qui leur sera soumis prochainement. Pour l'instant elle propose la suppression totale de 3 services : la comptabilité, internet et le service des maquettistes (ceux qui font la composition et le montage des magazines). Deux postes de journalistes sont aussi menacés ainsi que deux de reporters photo. Après la grève, la direction a déclaré vouloir proposer un nouveau plan et les négociations vont réellement commencer avec les organisations syndicales dans les jours qui viennent. Dans cette affaire de licenciements, on constate que la direction de France-Antilles a bien «manœuvré». Elle s'en est d'abord pris aux employés de France-Antilles Martinique, pour attaquer aujourd'hui ceux de Guadeloupe.

Un mouvement d'ensemble des employés du groupe en Martinique, Guadeloupe et Guyane aurait eu plus de force pour s'opposer aux mauvais coups de la direction. Rien ne dit aujourd'hui que les employés n'y parviendront pas.

Guadeloupe

Gosier : Mobilisation contre les problèmes d'alimentation en eau

Lundi 1er septembre les habitants des hauteurs de la section Labrousse ont bloqué les portes de la mairie de leur commune le Gosier. Ils voulaient que le maire intervienne pour que l'eau revienne dans leurs robinets. Ils en avaient marre de se réveiller en pleine nuit pour faire des réserves d'eau. Ils étaient une quarantaine et déterminés à obtenir une solution à leur problème. Le maire a été obligé de les écouter et contraint de tenir une réunion avec tous les manifestants, ses services, et un représentant du SIAEAG, (*syndicat intercommunal d'alimentation en eau et assainissement de la Guadeloupe*). Lors de ces négociations le maire s'est engagé à distribuer des packs d'eau et le SIAEAG à installer dans la section un réservoir de 7000 litres d'eau. Mercredi et jeudi, ce fut chose faite. Pour régler définitivement le problème, engagement a été pris d'installer un suppresseur. Ainsi l'eau aura suffisamment de pression pour atteindre les hauteurs de la section. Les solutions au problème d'eau des habitants des hauteurs de Labrousse existaient mais il a fallu qu'ils «mettent la pression» sur le maire et le SIAEAG pour que ceux-ci daignent s'occuper d'eux. Un exemple à suivre.

Guadeloupe

Rentrée scolaire : *«Une école plus juste»* ? Pas du tout !

À la télévision, le recteur Galap a dit qu'il éprouve *«un sentiment de satisfaction»* pour sa première rentrée dans l'académie. Même si la première semaine de septembre n'a pas vu de mobilisation des parents ou des enseignants, nombreux sont ceux qui ne partagent pas ce *«sentiment de satisfaction»*.
À commencer par les parents des élèves de primaire, qui doivent maintenant payer pour envoyer leur enfant à l'école. La majorité des communes de Guadeloupe demandent de l'argent pour les activités mises en place l'après-midi, de 20€ par an jusqu'à 110€ à Terre-de-Bas aux Saintes.
Sous prétexte de réformer les rythmes scolaires, le gouvernement a piétiné le principe de la gratuité de l'école. Les écarts constatés d'une commune à l'autre montrent qu'on est bien loin de *«l'école plus juste»* que la ministre Vallaud-Belkacem prétend mettre en place.
Cette rentrée est aussi marquée par de nombreux problèmes, auxquels les familles sont malheureusement habituées.

Nouveau rectorat vieilles méthodes

Beaucoup de professeurs manquent pour assurer les cours. C'est logique, quand on sait que cette année encore la Guadeloupe a perdu 63 postes d'enseignants.
Pour d'autres élèves, c'est encore pire : ils doivent en urgence trouver un établissement pour les accueillir. Début septembre, 400 élèves qui sortent de troisième n'avaient pas encore trouvé de place !
Derrière les beaux discours sur *«l'égalité des chances et la réussite de tous les élèves»*, les mesures prises par le gouvernement accentuent les difficultés des familles et de leurs enfants.

Guadeloupe

Les employés de Darty en grève contre 9 licenciements

Depuis le vendredi 4 septembre, à l'appel du syndicat UEC-UGTG, les employés du magasin Darty à La Jaille (Baie-Mahault) sont en grève pour s'opposer aux licenciements de 9 de leurs camarades sur un effectif de 32. Les grévistes sont rassemblés devant le magasin dont ils interdisent l'accès.

Pour les employés en grève, il n'est absolument pas question d'accepter ces licenciements. Cela d'autant plus que le groupe CAFOM qui exploite les enseignes DARTY, BUT, MUSIC & SON en Guadeloupe et dans d'autres DOM a bénéficié du CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi) et d'exonérations de charges sociales et vient de faire savoir que son chiffre d'affaires du 30-9-14 au 30-6-15 a progressé de 10,7%. En fait avant de décider de licencier 9 employés, parmi les plus âgés, la direction de Darty a fait pression pour pousser certains à partir en rupture conventionnelle. Mais son plan a échoué. Et selon les informations des grévistes, Darty prétend pouvoir proposer 3 postes de reclassement et 6 licenciements secs. Mais pour les grévistes, pas question d'accepter. Pour les responsables du groupe CAFOM, comme pour tout capitaliste, une seule chose compte : gagner de plus en plus d'argent sur les travailleurs, quitte pour cela à priver certains de tout revenu par des licenciements et augmenter la pression sur les autres.

Une réunion doit se tenir mercredi 9 au matin.

A l'heure où nous écrivons les grévistes poursuivent leur mouvement et exigent l'arrêt de toute procédure de licenciement.

Nous publions ci-dessous un tract du journal *Rebelle* !

Collège Général de Gaulle (Moule) : *LES CHEFS DU COLLÈGE JOUENT LES CAÏDS ? PARENTS, ÉLÈVES, PA PWAN SA ANKÒ !*

Lundi, une élève de sixième a été bloquée à l'entrée par le principal adjoint, M. Néva, qui n'aimait pas la couleur de son jean. La maman en a apporté un autre. Ça ne plaisait toujours pas à M. Néva, qui a renvoyé l'élève pour la journée.

Le principal insulte une maman

Le principal, M. Duhamel, a assisté à la scène. Il a agressé la maman : « ay acheté on senti blé ba ti moun-aw, é tend' jean-la an blé, fè moun chyé ! ».

Quel exemple pour la jeunesse ! Deux hommes qui abusent de leur pouvoir, et qui insultent une femme et sa fille ! Ce genre de minable n'a rien à faire à la direction d'un établissement scolaire.

La mère est allée au rectorat. On lui a donné raison, mais on lui a quand même dit d'acheter un 3e jean… et d'attendre une semaine ! Le rectorat s'en fiche de régler les problèmes, son seul souci c'est de protéger ses gens.

Le rectorat s'en fiche

Les délires de certains chefs d'établissement sur la tenue des élèves sont illégaux. Il est interdit d'empêcher un jeune d'accéder à l'école. L'uniforme aussi, d'ailleurs, c'est illégal. Mais comme les chefs du rectorat les soutiennent toujours, il y a des proviseurs et des principaux qui se croient tout permis.

Mardi, l'élève a pu retourner en cours. Pour se venger, le principal veut la priver d'espagnol, en exigeant que la maman s'excuse ! Et pour continuer à «faire le boss», il a refoulé d'autres élèves dont les vêtements ne lui plaisaient pas.

Ils jouent les petits dictateurs au lieu de se mettre au boulot !

En Guadeloupe, les élèves perdent des centaines d'heures de cours pour des motifs absurdes, qui n'ont qu'un seul but : faire croire aux élèves et à leurs parents qu'ils n'ont aucun droit.

Pendant ce temps-là, des milliers d'élèves restent en échec scolaire. À la rentrée, 400 élèves sortis de troisième n'étaient pas affectés. Les chefs de l'école doivent se mettre au travail, au lieu de jouer les petits dictateurs.

L'équipe du journal Rebelle !
Mercredi 9 septembre 2015

CHINE

L'économie s'enraye

Le 24 août, les marchés financiers chinois ont connu leur «lundi noir» : les prix des actions ont chuté de 8,5 %, un record depuis huit ans. Les autorités ont accusé un journaliste d'avoir diffusé de fausses informations. En réalité, comme partout ailleurs dans le monde, ce qui ne marche pas en Chine, c'est le capitalisme. Au cours des 30 dernières années, l'économie chinoise a grandi d'environ 10 % par an, doublant de taille tous les 8 ans. Ce «miracle» reposait en premier lieu sur l'exportation de produits bon marché, fabriqués par une main d'œuvre surexploitée. Dès 2005, la Chine fabriquait la moitié des caméras vidéo du monde, un tiers des climatiseurs, un quart des machines à laver, etc. En 2010, elle est devenue le premier producteur industriel du monde. Mais il y a une limite à la quantité de marchandises que peuvent consommer les populations des pays riches, en particulier les travailleurs dont les revenus ont été attaqués partout en Europe et aux États-Unis depuis la crise de 2008. Anticipant les difficultés qu'ils auraient à vendre leurs produits à des pays en pleine austérité, les dirigeants chinois ont essayé de les vendre à leur propre population, c'est-à-dire de se tourner vers leur immense marché intérieur. C'est ce mirage qui a conduit, par exemple, la famille Peugeot à fermer l'usine PSA d'Aulnay pour financer des projets d'usines en Chine où on immatriculait alors 15 millions de nouveaux véhicules par an… Mais si la consommation des pays riches est limitée par la crise, celle d'un pays comme la Chine l'est tout simplement par la surexploitation : le PIB (la richesse créée) par habitant est encore aujourd'hui compris entre celui de la République Dominicaine et celui de Grenade !

C'est pourquoi depuis 2012, l'économie Chinoise montre des signes de ralentissement. Dès le 13 juin dernier, une série d'effondrement des bourses chinoises a obligé le gouvernement à bloquer tous les échanges pour tenter d'endiguer la débâcle. Et les 11, 12 et 13 août, il a par trois fois dévalué sa monnaie, le Yuan, pour tenter de rendre ses produits moins chers à l'étranger et relancer ainsi ses exportations… retour à la case départ.

L'économie de la Chine est encore loin de la récession, mais les travailleurs chinois – dont les luttes récentes leur ont fait gagner des augmentations de salaires importantes – vont certainement être les premières victimes de ce repli vers une économie d'exportation basée sur une main d'œuvre à bon marché. À terme, la crise est inévitable, et elle risque d'entrainer le monde entier.

Porto Rico en cessation de paiement : négociations en cours au détriment de la population

Porto Rico, comme il était annoncé, se trouve désormais en cessation de paiement et n'a pas pu rembourser d'importantes échéances à ses créanciers. Ainsi le 4 août, sur une échéance de 58 millions de dollars, seuls 628 000 dollars ont été acquittés. Le 1er septembre, 4 millions de dollars d'intérêts n'ont pas été remboursés à des porteurs d'obligations.

La dette totale de Porto Rico s'élève à plus de 72 milliards de dollars, et le gouverneur Alejandro Padillaa réclamé au Congrès américain le droit pour Porto Rico de se déclarer en faillite, comme l'a fait la ville de Detroit en 2011. Le problème, c'est qu'en raison du statut de Porto Rico, « État libre associé » aux États-Unis, il ne peut se déclarer en faillite. Aux États-Unis, si les États n'ont pas ce droit, les collectivités qui en dépendent (villes, services publics) peuvent le faire. Mais ce n'est pas le cas pour Porto Rico, qui demeure une colonie déguisée et est soumise à des lois particulières.

Porto Rico ne peut plus continuer à emprunter indéfiniment juste pour rembourser ce qui est dû avec des intérêts qui n'en finissent pas. De plus, le Congrès américain à majorité républicaine n'est pas favorable à permettre à Porto Rico de déclarer faillite, car les créanciers, fonds spéculatifs (hedgefunds) pour la plupart, sont américains.

L'économie de Porto Rico a plongé en 2006 lorsque le gouvernement fédéral a cessé d'accorder des « incitations » à l'investissement. Depuis 1976, en effet, tout profit réalisé à Porto Rico était exempté d'impôts. Cela a permis le développement de certaines petites industries, notamment pharmaceutiques. Quand les exonérations ont cessé en 2006, la plupart des sociétés ont déménagé aux Îles Cayman.

La crise financière de 2008 est survenue juste après, accentuant la récession. En 2013, 45,4% des habitants étaient sous le seuil de pauvreté.

Mais les hedgefunds ont continué d'acheter des obligations, car celles-ci étaient triplement exemptées de taxes, au niveau fédéral, local, et de l'État.

Les Portoricains dans ce contexte ont émigré en masse vers les États-Unis (4% de la population en 3 ans), ce qui a encore aggravé la crise économique.

Comme si cela ne suffisait pas, une loi de 1920 oblige les marchandises à transiter par les USA avant de venir à Porto Rico, ce qui augmente d'autant le coût de la vie.

Il n'y a pas que l'État de Porto Rico qui a emprunté, il y a aussi les collectivités et les services publics, ceux de l'Eau et de l'Électricité (la compagnie PREPA). Après la faillite de Detroit, les fonds spéculatifs vautours se sont rabattus sur Porto Rico, misant sur une privatisation qui est sur le point de se produire.

Un accord semble avoir été trouvé à la PREPA pour recalculer la valeur des obligations à 85%. Cela ne règle pas la situation mais diminue un peu la charge.

Le problème est que là encore, les fonds spéculatifs et banquiers américains ne seront pas perdants : selon un économiste, il y a toutes les chances pour que les créanciers soient divisés en deux groupes, traités de manière différente. Ainsi, les petits porteurs de l'île qui avaient confiance en cet emprunt se verront remboursés seulement en partie, tandis que les gros toucheront l'intégralité de ce qui est prévu. On présume que les petits, contrairement aux gros, n'ont pas les moyens de gagner un procès !

Ceux qui se frottent les mains, en attendant, ce sont les banquiers et avocats qui en deux ans ont encaissé plus de 60 millions de dollars d'honoraires.

L'État de Porto Rico et les créanciers sont actuellement dans une phase de négociation active. Ce qui s'est passé à la PREPA pourrait servir de modèle, mais ne résoudra pas le problème de fond. L'État va sans aucun doute continuer à faire payer à la population une dette dont elle n'est pas responsable. Les mesures proposées par les « conseillers » en tous genres sont toujours les mêmes : diminution des services publics, baisse des salaires, augmentation des taxes et impôts divers.

Cet exemple de Porto Rico présente un certain nombre de similitudes avec la situation en Guadeloupe et Martinique : la défiscalisation, le circuit des marchandises par la « métropole », nous rappellent quelque chose. Il est d'ailleurs question ces jours-ci de supprimer les exonérations de charges patronales dans les DOM, et de diminuer les salaires des fonctionnaires (40% de vie chère). Certes, nos collectivités ne sont pas encore en faillite déclarée, mais une aggravation de la crise pourrait nous plonger dans une situation comparable.

La seule réponse que les travailleurs, à Porto Rico comme ici, doivent apporter, est de se mobiliser pour ne pas être les victimes de la gabegie du système capitaliste et de la rapacité des spéculateurs.

Nos frères Noirs américains et l'oppression capitaliste

Un Grand Jury a décidé, en novembre dernier, de ne pas poursuivre Darren Wilson, l'agent responsable de l'homicide de Mike Brown, le 9 août 2014 à Ferguson (Missouri). Cette décision a donné lieu à des manifestations de rue dans la ville. Depuis, la longue liste des Noirs américains tués par la police - un toutes les vingt-huit heures en moyenne - n'a cessé de s'allonger : dernier de la liste, mais pour combien de temps, Mansur Ball-Bey le 19 août à Saint-Louis (Missouri).

Le racisme infecte la société américaine depuis ses origines. Jusqu'à son abolition en 1865 il a servi de justification à la mise en esclavage des Noirs amenés d'Afrique par cargaisons entières.

Irruption des masses noires sur la scène politique

A la fin des années 1950 les masses noires révoltées par leur situation font irruption sur la scène politique. Elles le font à travers des mouvements de masse, par exemple le boycott pendant plus d'un an des bus réservant les places assises aux Blancs à Montgomery (Alabama) en 1956 - boycott dont Rosa Parks, refusant de céder sa place à un Blanc, fut à l'origine. Dans les années 1960 le mouvement noir culmine sous la forme d'insurrections urbaines qui enflamment tour à tour les quartiers noirs des grandes villes : Watts en 1965 (quartier de Los Angeles), Newark près de Washington, et Detroit, en 1967... C'est la guerre sociale et raciale qui secoue tout le territoire de la première puissance mondiale.

Tandis que les slogans se faisaient de plus en plus radicaux : de «*Freedom now*» (la Liberté maintenant) à «*Black Power*» (Pouvoir Noir), les dirigeants réformistes et prêchant la non-violence - tel Martin Luther-King - qui avaient encadré les premières montées du mouvement noir, furent concurrencés par des leaders qui se faisaient les porte-parole de la violence révolutionnaire.

Le plus connu de ces leaders fut Malcolm X. Celui-ci, passé dans les prisons américaines de la petite délinquance et de la consommation de la drogue à l'activité militante contre le pouvoir d'État et son appareil militaro-policier, fut de ceux qui représentèrent le mieux les avancées du mouvement noir.

Le mouvement noir marque le pas.

Après la mort de Malcolm X en 1965, vraisemblablement exécuté par l'appareil d'état, et, dans la période qui a suivi, l'exécution de nombreux cadres du Black Panther Party, le mouvement décapité, affaibli, marqua le pas.

S'il avait culminé en imposant l'abolition des législations racistes et des aspects les plus choquants de la ségrégation, le mouvement noir subit ensuite des reculs progressifs.

Et, de fait, le magnifique mouvement des années 60 a abouti, pour les Noirs, à promouvoir une partie d'entre eux en une bourgeoisie ou une petite-bourgeoisie noire aisée.

La lutte contre le racisme doit continuer

Nos frères noirs des USA sont toujours confrontés à une dure situation. Ils restent touchés en premier par le chômage, les conditions de logement déplorables, la déliquescence des services publics, en particulier de l'éducation. La justice raciste leur assure une place prépondérante dans les prisons. Et, pour couronner le tout, des abrutis racistes dans la police les prennent pour cibles vivantes, avec le plus souvent l'approbation des autorités.

Les plus récents meurtres racistes, notamment celui de Ferguson, ont provoqué des manifestations d'indignation dans la population noire et pas que noire.

Personne ne peut se contenter d'une situation où, après chaque meurtre, les réactions ne sont que des défilés dans les rues, prévisibles, prévus et finalement respectant les limites qui leur sont imposées. Imposées notamment par les notables noirs défendant ainsi le statu quo dont ils profitent. Ce ne sont pas des pleurs ou des chants dans les églises qui feront reculer les racistes ! En réalité, il faudrait assurer l'auto-défense des lieux de vie des Noirs par tous les moyens appropriés. Pour chaque Noir tué, il doit pouvoir être promis aux flics blancs assassins, au lieu de la compréhension officielle qui les protège aujourd'hui, la réponse de ceux qui savent faire payer les bourreaux.

Contre la société d'exploitation

Politiquement, pour les Noirs pauvres, refuser vraiment de figurer au tableau de chasse des tireurs, ce serait mettre en cause l'ordre social qui donne aux meurtriers un permis de tuer à durée illimitée.

Etre vraiment radical ce serait qualifier comme il le mérite le pouvoir des Blancs riches, soutenu par les notables de la bourgeoisie noire, c'est-à-dire le qualifier comme le pouvoir de la bourgeoisie. Ce serait donc fixer comme perspective l'expropriation des capitalistes et la destruction de l'impérialisme. C'est-à-dire tirer des conclusions que Malcolm X et ses camarades n'ont pas pu, ou pas voulu, tirer dans les années 1960.

Cette perspective, pour être agissante, doit pouvoir s'incarner dans la propagande et l'agitation d'un parti révolutionnaire. Cela signifie regrouper des centaines, des milliers de travailleurs noirs autour d'un programme et d'une organisation qui appelle tous les exploités noirs puis des exploités blancs, latinos à imposer au pouvoir, essentiellement blanc, le respect de leurs intérêts vitaux et dont le but serait d'abattre définitivement le pouvoir de la bourgeoisie.

Le mouvement noir américain dans son ensemble a mis fin à la ségrégation officielle. Mais il resta dans les limites des revendications démocratiques ou du nationalisme. Aucun de ses leaders ne dépassa ce cadre pour s'adresser particulièrement à la classe ouvrière noire, pour lui proposer la création d'un parti ouvrier communiste révolutionnaire. Oui, communiste parce que c'est le programme communiste qui est le plus conséquent et qui explique que les inégalités de toutes sortes, entretenues par la bourgeoisie au profit s'une poignée de super riches ne disparaîtront qu'avec la fin de la domination de la bourgeoise sur toute la société.

Aujourd'hui, la réalisation de leur émancipation est toujours tâche d'avenir pour nos frères Noirs américains, comme elle l'est pour tous les peuples noirs, et donc pour le peuple des Antilles aussi.

Mais le prolétariat noir américain a ceci de particulier qu'il est une importante partie du prolétariat du pays le plus riche du monde, du pays qui commande tous les autres impérialismes du monde. De ce fait, placés au cœur de la bête, nos frères ouvriers américains, après avoir gagné à leur cause leurs frères de classe blancs seraient en bonne posture pour affaiblir voire détruire ce pouvoir dans le cadre d'une révolution sociale.

Bien sûr, nulle part, et aux Antilles françaises pas plus qu'ailleurs, les travailleurs noirs n'ont donné naissance à un tel parti révolutionnaire qui serait capable, par-dessus les frontières, de proposer cette politique au prolétariat et aux Noirs pauvres du monde entier. Mais c'est pourtant à cette tâche que se consacrent des poignées de militants révolutionnaires, trotskystes à travers le monde.

Des siècles d'oppression et d'exploitation et de luttes ont apporté aux opprimés des États-Unis une somme d'expériences précieuses. En puisant dans cette richesse, les travailleurs noirs américains peuvent y trouver les matières premières nécessaires à la construction d'un parti révolutionnaire communiste. Ils pourront ainsi donner un exemple et un coup d'accélérateur à l'émancipation sociale de tous les opprimés de la planète. Et la première puissance économique du monde sera ainsi parmi les premières à jeter aux orties le capitalisme.